

Présentation de l'ARCEP

CHAPITRE I Le fonctionnement de l'ARCEP

CHAPITRE II Les missions du régulateur

CHAPITRE III Les moyens de l'ARCEP

CHAPITRE IV Les indicateurs opérationnels

CHAPITRE V La communication de l'Autorité

1

2

3

4

5

6

7

8

9

Le fonctionnement de l'ARCEP

- A. Le collège
- B. L'organigramme

Les 7 membres de l'Autorité

Michel FENEYROL,

Ingénieur général des télécommunications,
nommé le 3 janvier 2001.



Jacques DOUFFIAGUES,

Ancien ministre,
nommé le 4 janvier 2001.



Gabrielle GAUTHEY,

Ingénieur général des télécommunications,
nommée le 31 décembre 2002.



Président

Paul CHAMPSAUR,

Inspecteur général de l'INSEE,
nommé le 3 janvier 2003.



Edouard BRIDOUX,

Professeur des universités,
nommé le 4 janvier 2005.



Joëlle TOLEDANO,

Professeur des universités,
nommée le 23 juin 2005.



Nicolas CURIEN,

Ingénieur des télécommunications,
professeur au CNAM,
nommé le 29 juin 2005.



A. Le collège

Depuis l'adoption de la loi de régulation postale le 20 mai 2005, le collège de l'ART, qui est devenue l'ARCEP (Autorité de régulation des communications électroniques et des postes), a été élargi, passant de cinq à sept membres. Les conditions garantissant l'indépendance de l'ARCEP ont été réaffirmées : les membres du collège ne sont pas révocables et leur mandat de six ans n'est pas renouvelable. Cette indépendance repose également sur le mode de désignation des membres du collège qui fait intervenir les plus hautes autorités du pays. Trois d'entre eux sont nommés par le président de la République. Les quatre autres sont respectivement désignés par le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat.

Trois membres du collège ont été nommés par décret du président de la République :

- en qualité de président : **Paul CHAMPSAUR** ;
- en qualité de membres : **Michel FENEYROL** et **Edouard BRIDOUX**.

Deux membres du collège ont été nommés par le président du Sénat :

- en qualité de membres : **Jacques DOUFFIAGUES** et **Nicolas CURIEN**.

Deux membres du collège ont été nommés par le président de l'Assemblée nationale :

- en qualité de membres : **Gabrielle GAUTHEY** et **Joëlle TOLEDANO**.

Organigramme

au 1^{er} juin 2006

Collège

Président

Paul
CHAMPSAUR

Membres

Jacques
DOUFFIAGUES

Michel
FENEYROL

Gabrielle
GAUTHEY

Édouard
BRIDOUX

Joëlle
TOLEDANO

Nicolas
CURIEN

Mission mise en œuvre du cadre communautaire

Aurélien
DOUTRIAUX

Directeur Général

Philippe
DISTLER

Directeur Général adjoint

François
LIONS

Mission communication

Jean-François
HERNANDEZ

Adjointe :
Ingrid VIOLET-
APPENZELLER

Économie et Prospective

Coordination des analyses économiques.
Service et annuaire universels.
Observatoires et études externes.
Prospective.

Isabelle KABLA-LANGLOIS
Adjoint : François VARLOOT

Analyses économiques et concurrentielles

Nicolas DEFFIEUX

Économie des réseaux et services

François VARLOOT

Prospective

Didier CHAUVEAU

Observatoire des marchés et études externes

Sylvie DUMARTIN

Régulation des Marchés Fixe et Mobile

Régulation des marchés de gros et de détail des services fixes (commutés et liaisons louées) et mobiles.
Régulation tarifaire et portabilité.

Benoît LOUTREL

Marchés de détail réseaux fixes

Stéphane LHERMITTE

Marché de l'accès et de l'interconnexion

Art BIBAS

Marché réseau mobiles

Lucile BADAIRE-LOISEAU

Collectivités et Régulation des Marchés Haut Débit

Régulation des marchés de gros et de détail des réseaux et services haut débit et de la radiodiffusion.
Suivi des relations avec les collectivités territoriales au titre de l'aménagement numérique du territoire.

Laurent LAGANIER

Adjoint : Jean-Claude BEAUCHEMIN

FTTx et dégroupage

Sébastien SORIANO

Diffusion audiovisuelle et bitstream

Collectivités Territoriales

Jean-Claude BEAUCHEMIN

Opérateurs et Régulation des Ressources Rares

Point d'entrée pour les opérateurs (déclaration, cadre pour les nouvelles technologies).
Planification et régulation des ressources rares (numéros et fréquences).
Suivi des obligations associées aux autorisations (notamment qualité de service et couverture).

Jérôme ROUSSEAU

Adjoint : Olivier BLONDEAU

Opérateurs et Planification des ressources

Anne HUGUET

Opérateurs Mobiles

Fabrice ALVES

Fréquences

Olivier BLONDEAU

Numérotation

Jacques LOUESDON

Régulation postale

Régulation des activités postales relatives au courrier : délivrance des autorisations aux opérateurs, contrôle du service universel, contrôle comptable et tarifaire de l'opérateur en charge du service universel

Guillaume LACROIX

Autorisations et service universel

Catherine GALLET-RIBAK

Contrôle tarifaire et comptable

Rémy LEBRUN

International

Coordonne et met en œuvre l'action internationale de l'ARCEP.

Anne LENFANT

Adjoint : Joël VOISIN-RATELLE

Affaires européennes

Françoise LAFORGE

Relations internationales

Joël VOISIN-RATELLE

Coordination UIT et normalisation

Marie-Thérèse ALAJOUANINE

Juridique

Chargé de tous les aspects juridiques de l'activité de l'ARCEP, veille à la sécurité juridique des décisions

Joëlle ADDA

Adjoint : Loïc TAILLANTER

Administration et Ressources Humaines

Gère les ressources et les moyens de l'ARCEP ainsi que la documentation, l'intranet et les relations avec les consommateurs.

Jean-Marc SALMON

Adjoint : Elisabeth CHEHU-BEIS

Système d'information et affaires générales

Pierre-Jean DARMANIN

Programmation, Budget et Contrôle de gestion

Bernard THOUVIGNON

Mission Documentation

Elisabeth CHEHU-BEIS

Consommateurs

Stéphane KUNA

Ressources humaines et relations sociales

Catherine AUTIER

Les missions du régulateur

- A. Communications électroniques
- B. Secteur postal

Le cadre réglementaire transposant les directives européennes concernant les communications électroniques, adopté en juillet 2004, a été complété le 20 mai 2005 avec la loi de régulation postale qui a étendu les responsabilités du régulateur renommé l'ARCEP (Autorité de régulation des communications électroniques et des Postes) en lui donnant mission de veiller à l'ouverture et au bon fonctionnement du marché postal.

A. Communications électroniques

Dans le domaine des communications électroniques, l'ARCEP doit :

- permettre l'exercice d'une concurrence effective et loyale au bénéfice des utilisateurs. La concurrence n'est pas une fin en soi. Elle stimule l'innovation et l'investissement, développe le marché, favorise la diversification des offres par les prix et la qualité et bénéficie par là aux consommateurs.
- veiller à la fourniture et au financement du service universel dans le cadre du service public des télécommunications. Le service universel comprend quatre composantes : un service de qualité à un prix abordable, y compris des tarifs sociaux ; un service de renseignements et un annuaire universel ; l'accès à des cabines téléphoniques sur la voie publique ; des mesures particulières en faveur des handicapés et des catégories de personnes en raison notamment de leur niveau de revenu ;
- veiller au développement de l'emploi, de l'innovation et de la compétitivité dans le secteur des télécommunications. Dans ses avis et décisions, l'ARCEP s'attache à favoriser l'emploi et l'innovation des entreprises du secteur en préservant un environnement favorable à leur compétitivité ;
- prendre en compte l'intérêt des territoires et des utilisateurs dans l'accès aux services et aux équipements. L'aménagement du territoire est une préoccupation constante de l'Autorité, tant en ce qui concerne l'extension du haut débit dans les zones peu denses que pour la couverture mobile du territoire.

B. Secteur postal

La loi sur la régulation des activités postales a donné mission à l'ARCEP de veiller à l'ouverture et au bon fonctionnement du marché postal :

- en délivrant les autorisations d'exercer une activité postale ;
- en émettant des avis rendus publics sur les tarifs et les objectifs de qualité du service universel ;
- en approuvant les tarifs du secteur réservé.

Les moyens de l'ARCEP

- A. Les moyens budgétaires
- B. Les ressources humaines
- B. Les études

A. Les moyens budgétaires

Pour 2005, la dotation budgétaire de l'ARCEP a été fixée à 18,71 millions d'€, dont 10,77 millions d'€ pour les dépenses de personnel et 7,94 millions d'€ pour les dépenses de fonctionnement courant (hors reports de crédits de fonctionnement).

La détermination des besoins budgétaires de l'exercice 2006 s'est effectuée pour la première fois dans le cadre de la LOLF (loi organique des Lois de Finances). L'ARCEP constitue l'action 08 "régulation des communications électroniques et des postes" du programme 199 "régulation et sécurisation des échanges de biens et services". Ce programme est l'une des composantes de la mission ministérielle du MINEFI "développement et régulation économiques".

Pour 2006 le montant total de la dotation s'élève à 21,47 millions d'€ en autorisations d'engagement et 21,07 millions de crédits de paiement dont, pour le fonctionnement, 8,05 millions d'€ en autorisations de programmes et 7,65 millions en crédits de paiement. L'effectif budgétaire mesuré selon les normes de la LOLF est de 170 équivalents effectifs temps plein.

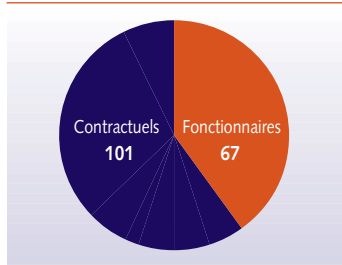
Par ailleurs, il ressort de la comptabilité analytique de l'Autorité que les coûts totaux ordonnancés en 2004 se sont élevés à 16,6 millions d'€, dont 5,9 millions au titre du suivi du régime d'autorisation générale et du régime d'autorisation individuelle. En regard, le montant facturé aux acteurs du secteur en 2004 au titre des taxes et de la redevance de gestion s'établit également à 5,9 millions d'€.

Pour 2005, les coûts totaux ordonnancés s'élèvent à 18,7 millions d'€, du fait notamment de la mise en place de la régulation postale, dont 6,2 millions d'€ au titre du suivi des régimes d'autorisation générale et individuelle. Ces coûts sont uniquement ceux de l'ARCEP, et ne tiennent pas compte des coûts encourus par d'autres entités administratives également en charge de ce dossier comme le ministère de l'Industrie ou l'Agence nationale des fréquences (ANFr). Le montant facturé aux acteurs en 2005 au titre des taxes et de la redevance de gestion s'élève quant à lui à 6,5 millions d'€.

B. Les ressources humaines

Les effectifs de l'Autorité sont passés de 152 collaborateurs au 31 décembre 2004 à 168 au 31 décembre 2005 (74 femmes, 94 hommes). La répartition entre agents fonctionnaires et contractuels a évolué de 65 titulaires et 87 contractuels au 31 décembre 2004 à 67 titulaires et 101 contractuels au 31 décembre 2005. Le nombre d'emplois de catégories A est passé de 114 à 131, soit 78 % de l'effectif.

Répartition des effectifs
au 31/12/05



La moyenne d'âge des agents au 31 décembre 2005 s'élève à 40,9 ans (47,1 ans pour les titulaires et 36,7 ans pour les contractuels).

L'effort de formation professionnelle et de participation aux colloques des agents de l'Autorité s'est accru de 28% en 2005 pour atteindre le montant de 248 000 euros.

L'organisation de l'Autorité a été modifiée dans le souci d'améliorer l'efficacité de son action et de renforcer son expertise économique avec :

- la création au sein du Service Economie et Prospective (SEP) d'une unité supplémentaire "Analyses économiques et concurrentielles" ;
- la séparation de l'unité "Marché fixe" en deux unités "Marché de gros réseau fixe" et "Marché de détail réseau fixe", au sein du service Régulation des marchés fixe et mobile (SFM).

Le comité technique paritaire (CTP) de l'Autorité a été saisi de ces évolutions en janvier 2005.

Le CTP s'est également réuni en juin 2005 afin de donner son avis sur la création du service de la régulation postale le 1^{er} juillet 2005. Enfin, une troisième réunion s'est tenue en septembre 2005 au cours de laquelle des règles de bon usage des ressources informatiques et relatives à la politique de rémunération des agents contractuels mise en place au 1^{er} janvier 2006 ont été ajoutées aux règles de fonctionnement interne de l'Autorité.

Une commission consultative paritaire a été mise en place le 23 mai 2005.

Des élections professionnelles se sont tenues les 18 octobre et 8 novembre 2005 afin de renouveler les représentants du personnel au comité technique paritaire et désigner ceux de la commission consultative paritaire.

C. Les études

L'évolution rapide du secteur, la technicité et l'importance des questions liées à la régulation ont amené l'ARCEP à recourir à des expertises de nature techniques, économiques, statistiques ou juridiques. Les travaux des cabinets de consultants permettent à l'ARCEP de bénéficier de compétences spécialisées, d'avis neutres et extérieurs. Pour l'ARCEP, il s'agit le plus souvent d'outils de travail qui ne sont pas destinés à être rendus publics. Toutefois, certaines études ont vocation à informer le secteur et sont mises à la disposition du public sur le site Internet de l'Autorité.

En 2005, le budget consacré aux études s'est élevé à 1 079 031 €. Vingt-trois études ont été engagées d'un montant moyen de 47 000 € et d'une durée moyenne de 5 mois.

Liste des principales études externes 2005

Thèmes**Régulation des marchés du fixe et du mobile**

Demande des entreprises (liaisons louées, transmission de données)

Suivi des tarifs (marché résidentiel)

Service vocaux à valeur ajoutée

Collectivités locales

Evolution des réseaux régionaux

Service universel

Audit sur le chiffre d'affaires en services de télécommunications 2003 et 2004

Prospective et technologie

Exposition aux champs électromagnétiques émis (réseaux locaux)

Evolution du cœur de réseau fixe

Consommation et usages

Diffusion et usage des technologies de l'information

Qualité de service et consommateurs

Qualité du service de téléphonie vocale des réseaux mobiles de seconde génération en France

Qualité des services de données des réseaux mobiles de seconde génération en France

Qualité des services de renseignements

Gestion des ressources

Marché PMR (réseaux radioélectriques professionnels)

Régulation du secteur postal

Evaluation des attentes des utilisateurs du Service Universel Postal (SUP) en France

Les indicateurs opérationnels

- A. Les indicateurs de l'activité de l'ARCEP
- B. Les indicateurs de marché en 2005

A. Les indicateurs de l'activité de l'ARCEP

1. Les avis et décisions

L'action de l'ARCEP se traduit par l'adoption d'avis et de décisions.

L'Autorité est consultée pour avis sur les projets de loi, de décret ou de règlement relatifs au secteur postal et à celui des communications électroniques. Elle peut également donner des avis au Conseil de la concurrence lorsqu'elle est saisie².

Articles L.5-8 et L. 36-10 du CPCE. 2

Une activité importante du régulateur dans le domaine des communications électroniques consiste à attribuer des ressources aux opérateurs, que ce soit en numérotation ou en fréquences. Elle représente plus de la moitié des décisions adoptées par le collège. L'ARCEP doit établir un plan de numérotation téléphonique et attribuer dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires des numéros ou blocs de numéros aux opérateurs qui en font la demande³. Chaque attribution de numéros donne lieu à une décision. Il en est de même pour l'attribution des autorisations d'utilisation des fréquences radioélectriques aux opérateurs dans les mêmes conditions d'objectivité, de transparence et de non discrimination⁴.

Article L. 44 du CPCE. 3

Article L. 42-1 du CPCE. 4

1138 avis et décisions ont été adoptés par le collège de l'ARCEP.

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Avis et décisions adoptés	458	1047	1159	1365	1299	1189	1322	1098	1138

Source : ARCEP

1.1. Les avis

L'ARCEP a rendu 112 avis en 2005 :

- 23 avis sur des projets de loi, de décrets, d'arrêtés, de rapports ou sur une demande du ministre délégué à l'Industrie ;
- 2 avis donnés au Conseil de la concurrence ;
- 1 avis sur un projet de décision du CSA ;
- 86 avis sur des décisions tarifaires de France Télécom.

1.2. Les décisions

L'ARCEP a adopté 1026 décisions en 2005, dont notamment :

- 2 décisions sur des lignes directrices (l'une portant sur la définition de groupe fermé d'utilisateurs dans le nouveau cadre réglementaire, l'autre précisant les droits et obligations concernant les opérateurs GSM ou IMT-2000) ;

- 2 décisions fixant les conditions d'utilisation de réseaux radioélectriques du service fixe ;
- 18 décisions relatives au service universel ;
- 10 décisions relatives à des règlements de différends, dont deux relatives à des mesures conservatoires ;
- 7 décisions relatives à la procédure de règlements de différends ;
- 3 décisions relatives à des enquêtes administratives ;
- 7 décisions relatives à l'interconnexion et à l'accès ;
- 22 décisions relatives à l'analyse des marchés ;
- 324 décisions relatives aux ressources en numérotation, dont :
 - 4 décisions de portée générale ;
 - 320 décisions relatives à la numérotation, dont 282 décisions de réservation et d'attribution de numéros, 30 d'abrogation ou 8 de modification des conditions d'utilisation ;
- 631 décisions relatives aux ressources en fréquences, dont :
 - 5 décisions de portée générale ;
 - 626 décisions relatives à l'attribution, la modification ou la suppression d'autorisation d'utilisation de fréquences, dont 322 concernant des réseaux indépendants (parmi lesquelles 92 pour des réseaux mobiles hors 2RP et 62 pour des réseaux mobiles de type 2RP), 134 concernant le service fixe, 46 le service fixe par satellite, 87 le transport audiovisuel (54 pour la radio et 33 pour la télévision), et 37 relatives à des expérimentations (dont 25 pour services mobiles) ;

1.3. Les avis sur les décisions tarifaires de FT

1.3.1. Les avis tarifaires en 2005

En 2005, 150 dossiers tarifaires ont été transmis à l'ARCEP par France Télécom, dont 122 pour instruction et 28 pour information.

Sur ces 122 demandes, dont environ un quart relatives à des services relevant du périmètre du service universel, 107 ont été instruites par l'Autorité, 6 étaient en cours d'instruction au 31 décembre 2005 et 9 ont été retirées par France Télécom avant que l'ARCEP ne se prononce. Sur la base des dossiers instruits, l'Autorité a regroupé dans certains cas des décisions tarifaires au sein d'une même instruction, ce qui a eu pour effet de réduire le nombre d'avis rendus.

L'Autorité a donc rendu 97 instructions (avis ou décisions) dont 86 publiques sur des décisions tarifaires de France Télécom... L'ARCEP s'est prononcée défavorablement sur 3 décisions tarifaires de France Télécom :

- 2 décisions tarifaires ont été mises en conformité par France Télécom avec avis de l'ARCEP, puis homologuées par les ministres (ancien cadre réglementaire) ;

- 1 décision tarifaire a donné lieu à une décision d'opposition⁵ par l'ARCEP (dans le cadre du service universel).

1.3.2.- Les délais d'instruction en 2005

L'ARCEP dispose de trois semaines après réception du dossier complet pour émettre un avis ou prendre une décision d'opposition⁶

Cf. Partie VII, Chapitre 2

5

Cf. article R 20-30-11 du CPCE pour le service universel et D 315 du CPCE pour les autres cas.

6

Le délai moyen d'instruction (date d'avis ou de décision / date de complétude des dossiers) est ressorti en 2005 à 12 jours, contre 16 jours en 2004. Cependant, le délai moyen d'analyse (date d'avis ou de décision / date de réception) n'a pas évolué sur la période 2004-2005 pour s'établir à environ un mois.

2. Nombre d'opérateurs autorisés

Au 31 décembre 2005, on dénombrait 280 opérateurs autorisés ou déclarés⁷, dont 255 opérateurs fixes, 2 opérateurs à la fois fixes et mobiles et 23 opérateurs mobiles. Parmi ces 257 opérateurs fixes, 99 se sont déclarés en 2005, dont 33 pour exploiter un réseau et 66 autres pour fournir des services.

Voir Partie IX, chapitre 2

7

En 2005, 19 opérateurs fixes ont renoncé à leur autorisation ou ont signifié mettre fin à leur activité déclarée.

En outre, 179 opérateurs exploitaient en 2005 des réseaux locaux radio-électriques, dits RLAN, utilisant des ressources en fréquences.

3. Nombre de contentieux

Toutes les décisions de l'ARCEP sont susceptibles de recours devant les juridictions administratives (Conseil d'Etat ou Tribunal administratif) ou civiles (Cour d'Appel de Paris, Cour de cassation), suivant la nature du litige. En 2005, 15 décisions du collège de l'Autorité ont fait l'objet de recours contentieux devant le Conseil d'Etat et 14 contentieux ont été ouverts concernant les taxes et redevances. Par ailleurs, 12 procédures ont été ouvertes concernant des règlements de différends et 40 concernant des sanctions.

Nature Des procédures	Ouverture à l'ARCEP	Décisions rendues par l'ARCEP	En cours	Voies de recours exercées	Arrêts rendus	En cours fin 2005 devant les juridictions
Règlements De différends L.36-8	10 demandes contentieuses et 2 mesures conservatoires	8 décisions et 2 décisions de mesures conservatoires	2	3	1	2
Sanctions (demandes et autosaisines) L.36-11	40	30	10	3	0	3

Objet	Nombre de recours	Nombre de décisions rendues		Nombre de dossiers pendants	
		Tribunal administratif	Conseil d'Etat	Tribunal administratif	Conseil d'Etat
Décisions de l'Autorité	15	0	13	0	15
Taxes et redevances	14	14	0	14	0

Source : ARCEP

B. Les indicateurs de marché en 2005

1. La téléphonie fixe

Evolution du marché :

- en valeur : 11,99 Mds d'€ (-5 %)
- en volume : 104,3 Mds de minutes (-0,7 %)

Développement de la concurrence :

8 M d'abonnés à la sélection du transporteur (+3,8 %)

Evolution des prix :

Facture moyenne mensuelle par client (y compris abonnement et frais d'accès) : 26,90 € HT (-8,6 %)

Consommation mensuelle moyenne par client : 236 minutes (-4,9 %)

2. La téléphonie mobile

Evolution du marché :

- en valeur : 16,1 Mds d'€ (+8,5 %)
- en volume : 81,7 Mds de minutes (+10 %)
- nombre de clients : 48,1 millions de clients (+7,8 %)
- taux de pénétration : 78,4% contre 73,9% à la fin 2004

Développement de la concurrence :

- nombre de numéros portés : 549 700 (+ 119 %)

Evolution des prix :

Facture mensuelle moyenne⁸ : 29 € HT (+1 %)

Consommation mensuelle moyenne : 147 minutes (+2,4 %)

3. Internet haut débit

Evolution du marché :

Nombre d'abonnés : 9,5 millions (+ 44,3 %)

CA Internet (haut et bas débit): 3,23 Mds d'€ (+ 17,1%)

Développement de la concurrence :

Total des lignes dégroupées : 2 820 000 (+ 78 %)

- dont dégroupage partiel : 2 228 000
- dont dégroupage total : 592 000

La facture moyenne mensuelle par client est calculée à partir du CA de la téléphonie mobile y compris le transport de données rapporté au parc moyen annuel. Ne sont pas pris en compte les revenus provenant de l'interconnexion, c'est-à-dire les appels entrants.

La communication de l'Autorité

- A. Le site Internet de l'Autorité
- B. La lettre de l'Autorité

A. Le site Internet de l'Autorité

La consultation du site Internet est restée très intense en 2005 avec 1,6 million de visiteurs uniques⁹, en légère baisse par rapport à 2004 (-3,9%). Depuis l'année 2000, le nombre de visiteurs a progressé de près de 500 %.

Visiteur unique: on comptabilise chaque adresse IP différente connectée quel que soit le nombre de visites effectuées par cette même adresse, contrairement à la notion de visites multiples où plusieurs connexions peuvent correspondre au même visiteur: ce dernier est alors compté plusieurs fois.

1. Les 10 thèmes les plus consultés (hors page d'accueil) entre décembre 2005 et février 2006

- Le dégroupage de la boucle locale (grand dossier et FAQ)
- Base numérotation (Rechercher les 4,5 ou 6 premiers chiffres d'un numéro de téléphone commençant par 0, 1 ou 3 pour savoir à quel opérateur il appartient)
- Progression et déploiement géographique du dégroupage (tableau de bord trimestriel)
- Actualité : communiqués de presse
- Moteur de recherche
- Observatoires (statistiques sur le secteur)
- Présentation de l'ARCEP
- Textes de référence
- Mise en place de l'annuaire universel (FAQ, tableau de bord)
- Avis et décisions adoptés par l'ARCEP

2. Nombre d'abonnés dans les listes de diffusion

Au 1^{er} mars 2006, 12 894 personnes étaient abonnées à la liste de diffusion télécom en français (975 en anglais) et 660 à la liste de diffusion dédiée au secteur postal (47 en anglais) lancée mai 2005.

3. Nombre de sites pointant vers le site de l'ARCEP

Le nombre de sites pointant vers www.arcep.fr et www.art-telecom.fr (source Google au 1^{er} mars 2006) dépasse les 600 sites.

B. La lettre de l'Autorité

La Lettre de l'Autorité, publiée tous les deux mois et diffusée à plus de 6 000 exemplaires, est l'un des autres outils de l'ARCEP pour informer les professionnels du secteur et tout public s'intéressant aux aspects techniques, juridiques ou économiques de la régulation. Elle leur permet de se tenir au courant de l'actualité, notamment de l'avancée des analyses des

marchés pertinents. Dans chaque numéro, un dossier est consacré à un sujet spécifique (par exemple les collectivités territoriales et le haut débit, les MVNO, le service universel, la régulation du secteur postal, les fréquences). Pour mieux faire connaître la régulation postale et ses enjeux, La Lettre de l'Autorité a publié à partir du milieu de l'année 2005, des interviews de différents régulateurs européens. Elle a également donné la parole aux acteurs du secteur. Mi 2005, l'ARCEP a par ailleurs présenté dans une chronique régulière les différents instruments et concepts de la science économique qu'elle utilise pour ses analyses (parts de marché, barrière à l'entrée, etc.).